

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

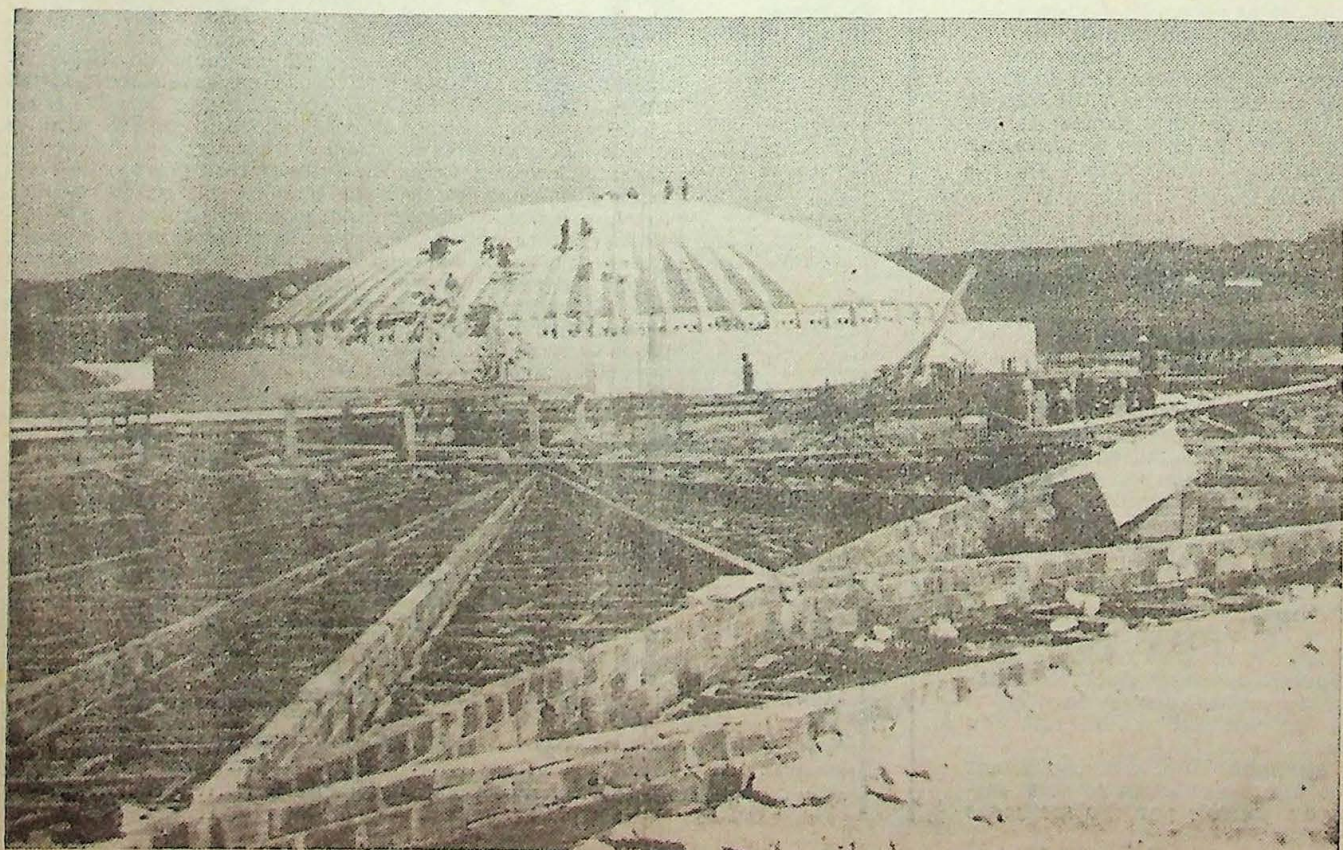
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 247. — 3 JUILLET 1965

NOUVEL ÉLAN POUR LA CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE



(Photo A.F.P.)

Bandoeng
en
panne...

(page 5)

Résolution adoptée par le Comité politique national du PSU - 26 et 27 juin

Le Comité Politique National du P.S.U., convoqué à l'issue du IV^e Congrès, a délibéré les 26 et 27 juin afin de déterminer, notamment, les initiatives à prendre dans le cadre de la préparation à l'élection présidentielle.

Après les commentaires faits par Edouard Depreux, Secrétaire national aux représentants de la presse, dont deux interviews accordées à l'O.R.T.F. et à Europe N° 1, le secrétariat du Parti a diffusé les deux textes suivants adoptés par le Comité Politique National.

● La candidature unique de la gauche

Le Comité politique national a examiné la situation créée par l'échec du projet de « Fédération » et le retrait de la candidature de Gaston Defferre.

Il a constaté que les contradictions qui avaient été mises en lumière par le IV^e Congrès du P.S.U. ont éclaté plus vite encore qu'on ne pouvait l'imaginer. Nous avons eu raison de dénoncer sans faiblesse les abandons qu'impliquait nécessairement toute solution centrisme et de nous prononcer avec netteté pour la solution de gauche. Le C.P.N. ne s'est cependant pas attardé à la critique d'une entreprise que les événements ont aussi clairement condamnée. Il s'est surtout soucie de préparer le redressement qui doit être opéré de toute urgence.

Le régime croit pouvoir utiliser à son profit les incertitudes et les divisions de la gauche. Mais la gauche peut déjouer le calcul par une initiative rapide susceptible de réveiller les enthousiasmes et de galvaniser les énergies.

Il est devenu en effet possible de dégager dans les semaines qui viennent une candidature à la présidence de la République qui puisse être soutenue par l'ensemble des forces de gauche. Le P.S.U. estime qu'aucune de ces forces — partis, syndicats, organisations civiques, ligues et clubs — ne doit être l'objet d'une exclusive. En vue de faire à ce sujet des propositions précises, le Comité politique

a donné mission au Bureau national de prendre tous les contacts nécessaires. Dans l'immédiat, le Bureau s'adressera à la direction de la S.F.I.O. et il lui fera connaître ses suggestions en ce qui concerne le programme à établir, le choix d'un candidat — le souhait du P.S.U. étant qu'il appartienne à une organisation se réclamant du socialisme — et la procédure permettant d'assurer sa désignation.

Le Comité politique national, qui a donné son appui au Comité Jean Vilar (appel du 29 mars), a enregistré la création, dans un certain nombre de départements, de comités pour la candidature unique de la gauche. Il demande à ses militants d'aider à leur essor et d'en faciliter l'élargissement compte tenu des possibilités nouvelles créées par la situation.

Cet effort est indispensable pour développer un vaste mouvement d'opinion. Il permet que les communistes y participent tout en leur faisant admettre que le problème de l'unité ne se pose plus seulement entre la S.F.I.O. et le P.C.F.

Les militants du P.S.U. s'efforceront de montrer à cette occasion la nécessité d'établir un programme qui ne consiste pas en un simple catalogue de revendications immédiates, mais dégage, comme s'était efforcé de le faire notre Conseil national de Lyon, un certain nombre d'options fondamentales s'inscrivant clairement dans une perspective socialiste.

● Les événements d'Algérie

Le P.S.U., qui a lutté pour que triomphent l'indépendance et le socialisme en Algérie, s'est abstenu jusqu'ici de toute intervention dans les affaires intérieures du socialisme algérien.

Les graves événements qui viennent de se produire en Algérie préoccupent tout socialiste conséquent et, à ce titre, le P.S.U. tient à faire connaître son inquiétude. Il est vrai que des critiques peuvent être portées contre les méthodes du président Ben Bella et qu'une gestion généralement non démocratique, les tolérances à l'endroit du pouvoir militaire sont largement responsables de la situation actuelle. Mais cela ne justifie en rien le coup de force militaire dont il a été victime. En fait, la méthode employée porte un coup grave à l'Algérie socialiste et risque d'être lourde

de conséquences pour l'avenir du socialisme, en particulier dans les pays du tiers monde.

Alors qu'il n'y a eu jusqu'ici aucune manifestation de solidarité populaire avec le nouveau régime, les manifestations d'hostilité à l'équipe dirigeante se développent jour après jour. Plus grave encore, les soutiens visibles du pouvoir actuel, outre l'armée, apparaissent trop souvent comme des éléments réactionnaires. En fait, le caractère de réaction du coup de force militaire ne paraît à l'heure actuelle guère être contestable.

Le C.P.N. du P.S.U. pense que la libération du président Ben Bella et de tous les emprisonnés militaires, la levée de toutes les mesures de répression sont, à l'heure actuelle, un préalable au développement du socialisme en Algérie.

● Résolution de la section E.S.U. réunie en stage national

Le coup de force militaire qui, le 19 juin, portait au pouvoir à Alger les principaux dirigeants de l'armée, a profondément frappé les militants socialistes français. Nous savions les difficultés rencontrées tenant aux séquelles de la domination du colonialisme français et à la résistance des forces traditionalistes et réactionnaires aux transformations de la société algérienne. Mais nous savions aussi que sous l'impulsion de nombreux membres du F.L.N. et des organisations syndicales, le peuple algérien avait entrepris, dans le cadre de la charte d'Alger, de surmonter ces difficultés et d'engager l'Algérie dans la voie du socialisme.

L'expérience d'autogestion dans

l'agriculture et l'industrie, les premiers éléments d'une politique d'industrialisation, le soutien des mouvements révolutionnaires africains sont les principales manifestations de cette entreprise dont la réussite était importante pour le mouvement socialiste international.

Les difficultés rencontrées et le retard observé, par exemple, dans la mise en œuvre d'une profonde réforme agraire et la création de milices populaires étaient dues principalement à la résistance de ceux qu'on trouve aujourd'hui à la tête du putsch.

Les étudiants du P.S.U. constatent que les forces militaires se sont emparées du pouvoir par des méthodes

classiques de putsch : arrestation, la nuit tombée, des principaux dirigeants, occupation armée des grandes villes alors qu'il existait en Algérie un parti et des organismes directeurs régulièrement élus.

Ils constatent, d'autre part, que les premières arrestations ont touché les militants progressistes : dirigeants politiques, responsables syndicaux et des mouvements de jeunesse (U.N.E.A., J.F.L.N.).

Ils constatent, d'autre part, que le programme des nouveaux dirigeants reste extrêmement vague et en particulier ne mentionne plus la référence à l'autogestion ; que l'on fait maintenant appel à une prétendue union nationale qui permet à tous les éléments réactionnaires d'être appelés à bâtir l'Algérie nouvelle ; que, par contre, les éléments progressistes sont toujours pourchassés et dans la clandestinité ; que, jusqu'à ce jour, aucune manifestation populaire n'est venue apporter son soutien au nouveau régime, mais que tous les

mouvements de masses ont été organisés pour en contester la légalité.

Ils rappellent leur opposition à toute dictature militaire et condamnent sans réserve les conditions dans lesquelles s'est déroulé le coup d'Etat, lesquelles s'est exprimé leur inquiétude devant l'orientation future des dirigeants algériens. Ils rappellent leur attachement à la construction d'un authentique socialisme en Algérie et réaffirment leur solidarité à l'égard des dirigeants de la J.F.L.N. et de l'U.N.E.A. actuellement emprisonnés.

Dans cette perspective, les étudiants du P.S.U. pensent que, dans l'immédiat, le Festival mondial de la Jeunesse ne saurait cautionner par son déroulement à Alger le nouveau pouvoir algérien. Ils demandent donc l'ajournement du Festival mondial de la Jeunesse.

(Résolution adoptée à l'unanimité par les sections E.S.U. réunies à Paris pour un stage national.)

Profitez de vos vacances

Les camarades se déplaçant en France ou à l'étranger, à l'occasion des vacances, seront bien inspirés en y prenant des contacts avec des amis.

Qu'ils n'hésitent pas à écrire au Secrétariat national pour demander des adresses utiles.

Merci.

Solidarité « Peugeot »

Suite à un appel de syndicalistes d'Herblay : S.N.I., C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T., une sensibilisation locale a été effectuée au sujet des deux mois de grève des travailleurs de chez Peugeot par une distribution de tracts aux descentes des trains.

La lutte des travailleurs de Sochaux est aussi la nôtre, car elle touche :

- la garantie de l'emploi ;
- les 40 heures de travail par semaine assurées toute l'année ;
- l'atteinte au droit de grève (licenciements, mise à pied) ;
- la reconnaissance de la Section syndicale dans l'Entreprise.

Car si des avantages sociaux ou des conditions de travail sont améliorés à Sochaux, ils seront étendus à tous les travailleurs.

C'est pourquoi une collecte fut organisée le dimanche 13 au matin, et fut très bien accueillie par l'ensemble des Herblaysiens puisqu'elle rapporta 90.000 AF, envoyés au C.C.P. inter-syndical de Sochaux (Dijon 50-492).

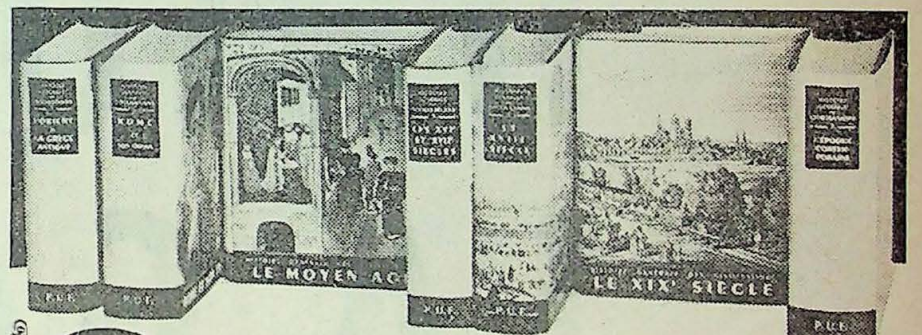
Nous remercions sincèrement les personnes qui ont fait ce geste de solidarité effective qui est un appui moral énorme pour tous les travailleurs.

NECROLOGIE

Gaston Richet, qui succéda comme maire de Châtenay-Malabry à Jean Longuet et fut un militant courageux du parti socialiste clandestin, vient de mourir à l'âge de 85 ans.

Socialiste de vieille et solide roche, abonné fidèle de Tribune Socialiste, il correspondait régulièrement avec Edouard Depreux et se tenait au courant de notre section.

Nous assurons tous les siens de notre affectueuse sympathie.



pour 36 F par mois

HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale
La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histories universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36 F. ou 3 versements de 135 F ou 390 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement postez donc aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7^e
 Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 390 F comptant en 3 mensualités de 135 F en 12 mensualités de 36 F.

Nom..... Profession.....
 Adresse.....
 N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

ET MAINTENANT IL FAUT RECOUDRE. COMMENT ?

L'ECHEC de la « Fédération » et le retrait consécutif de la candidature de Gaston Defferre ont, nul ne saurait le contester, laissé l'opposition plus faible et le pouvoir personnel plus fort qu'ils ne l'étaient avant le lancement publicitaire de cette candidature et la sortie de Monsieur X de la clandestinité. Les gaulistes, et notamment M. Baumel, préfèrent, de toute évidence, nous combler de commentaires à ce sujet et agiter le spectre de la résurrection des vieilles équipes impuissantes, plutôt que de nous entretenir des résultats de la politique économique et sociale du gouvernement : diminution du niveau de vie de maints travailleurs des villes et des campagnes, licenciements, menaces accrues sur de nombreux emplois. Tel est le triste bilan d'une opération qui, aussi savamment orchestrée qu'elle ait pu être, était condamnée à l'insuccès, soit immédiat, soit, ce qui aurait été plus grave, à terme.

On ne peut pas fédérer d'abord, unir ensuite dans une même formation des hommes qui se réclament du socialisme et des hommes qui, dans les scrutins essentiels (budget, Plan, réforme fiscale), ont mêlé leurs bulletins de vote à ceux des partisans de l'actuel régime et se sentent et se proclament plus proches de l'U.N.R. que d'une partie de la gauche (de toute la gauche pour certains d'entre eux).

LA leçon, du moins, peut être salutaire si on sait en tirer les conséquences nécessaires et comprendre que l'alliance des socialistes et des conservateurs n'est pas seulement immorale et contre nature, mais inefficace. Elle peut à la rigueur, comme nous l'avons signalé, durer l'espace d'un scrutin. Mais lorsqu'il s'agirait au lendemain de ce scrutin d'entreprendre une action constructive, elle serait génératrice des pires déceptions et ne laisserait derrière elle que des ruines et l'effondrement pour une

longue période de toutes les espérances démocratiques. Je suis persuadé que notre Comité politique national a été bien inspiré en votant à l'unanimité une résolution destinée, en présence d'une situation tout à fait nouvelle, à donner le maximum de chances à une candidature unique de la gauche.

Nous avons, et cela n'étonnera personne, confirmé notre position permanente : c'est sur un programme commun que l'entente peut et doit se conclure. Il est bon de préciser qu'il ne peut s'agir que d'un programme cohérent et non d'un simple catalogue énumérant des réformes ou même quelques réformes sérieuses, mais sans lien entre elles et sans l'indication des moyens qui seraient mis en œuvre pour leur réalisation.

Nous récusons la méthode qui consisterait à dresser un inventaire des programmes des différentes organisations, à en retenir tous les points d'accord et à en éliminer les points de désaccord. On ne supprimerait ainsi qu'en apparence les difficultés, car les problèmes délicats, sans avoir sollicité l'autorisation préalable, se présenteraient à l'ordre du jour du gouvernement de demain, celui que l'on doit prévoir pour le lendemain d'une victoire.

Il faut avoir le courage d'aborder ces difficultés de front au cours d'une large confrontation des différents points de vue, qui est, à nos yeux, absolument indispensable.

C'EST dans cet esprit que, dans notre Conseil national de Lyon, puis dans notre Congrès national de Gennevilliers, nous avons indiqué ce que devrait être le programme de la gauche unie, en ce qui concerne les institutions, les questions économiques et sociales, l'enseignement et la politique extérieure. Nous travaillons à une adaptation et à une mise au point permanente du programme,

et il va sans dire que nous ne le soumettons pas comme un ultimatum, mais comme une base de discussion, à ceux dont nous souhaitons faire nos partenaires.

« Vous avez eu raison, nous dit-on parfois, de mettre l'accent sur la priorité du programme et sur la nécessité de rassembler une majorité et une équipe susceptibles de le faire triompher, mais il faudra bien ensuite désigner l'homme, qui, dans la compétition présidentielle, en sera l'incarnation ». Nous en avons parfaitement conscience. Aussi, notre Bureau national a-t-il été mandaté par le C.P.N. pour faire connaître à nos interlocuteurs — parmi lesquels figure, bien entendu, le Comité Jean Vilar-Georges Conchon — certes le programme, mais aussi le choix d'un candidat et la procédure permettant d'assurer sa désignation.

Ce n'est point céder au culte de la personnalité que de mettre tous les atouts de notre côté, en recherchant l'homme à la fois le plus qualifié par la place qu'il occupe sur l'échiquier politique, par ses qualités morales et intellectuelles, par la droiture de sa vie et, pourquoi ne pas le dire, par son prestige personnel, pour en faire le porte-drapeau de la gauche, lorsque l'accord sur le programme aura été établi, ce qui, selon nous, devrait se faire très rapidement.

POURQUOI ne pas déjouer le piège qui nous est tendu, en retournant contre le régime le mode d'élection du président de la République choisi par lui et, dans son esprit, pour lui, tout en préconisant l'abrogation de la Constitution antidémocratique de 1958 ? Si la gauche sait reprendre intelligemment l'offensive, si elle sait à la fois s'unir et se renouveler, elle a une occasion nouvelle de s'affirmer avec vigueur. Le P.S.U. a multiplié et va multiplier les initiatives de nature à le lui permettre.

Edouard Depreux

LES TRAVAILLEURS, LE PRÉSIDENT ET LE RÉGIME

L'avant-dernier numéro du « Travailleur de l'Enseignement Technique », organe du S.N.E.T., syndicat affilié à la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.), a consacré son éditorial aux élections présidentielles.

Sous la plume de Louis Astre, secrétaire général du S.N.E.T., cet article exprime l'opinion d'un nombre croissant de syndicalistes sur les problèmes posés par la consultation de décembre 1965.

Le dialogue public que les organisations politiques ont engagé depuis quelques semaines au sujet des prochaines élections présidentielles ne saurait laisser indifférents les travailleurs que nous sommes ni leur organisation syndicale.

Certes l'activité politique est l'affaire du citoyen et chacun d'entre nous y participe, en tant que tel, comme il l'entend. Unitaire, notre syndicat regroupe des camarades issus de toutes les familles politiques; cette unité, facteur de sa représentativité, le S.N.E.T. la doit à ses structures et à sa totale indépendance à l'égard de toute organisation politique; nous continuerons à tout mettre en œuvre pour la préserver.

Mais notre syndicat, s'il s'impose de rester à l'écart de la vie des partis, ne saurait pour autant, sur les problèmes concernant l'intérêt général des travailleurs, renoncer à prendre parti.

La démarche syndicaliste est, sous ses deux aspects, permanente prise de position : action de défense des intérêts immédiats des travailleurs, et lutte pour la libération progressive du monde du travail, des aliénations qui l'assujettissent, pour la réalisation des conditions économiques et politiques de l'égalité réelle des droits, condition de la démocratie.

Le débat politique actuel n'est pas une simple « péripétie ». Par-delà les tactiques électorales chacun met en effet en jeu ses options fondamentales concernant la nature de la démocratie et les moyens de son avènement. Car il est vrai que serait vaine la conquête de la présidence si elle n'était assortie des moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique. Ainsi apparaît légitime la recherche de regroupements politiques durables.

Mais les travailleurs ont appris à leurs dépens que l'essentiel n'est pas là. L'histoire, et singulièrement l'histoire des travailleurs attestent que les moyens ne sauraient être définis indépendamment de la fin. En France, par deux fois, d'incontestables progrès sociaux ont été obtenus dans le cadre de notre démocratie libérale, mais parce que celle-ci était seulement politique, de dramatiques reflux n'ont pu être évités. Et depuis le 13 mai 1958 la nation fait l'objet d'une reprise en main méthodique par le grand capitalisme.

Certes, les forces capitalistes les plus dynamiques essaient d'adapter leurs méthodes aux techniques et à l'esprit de notre temps, d'être moins imprudemment brutales et mieux coordonnées grâce à l'appui d'un Etat à leur service; le capitalisme moderne utilise également à plein les services d'intelligents technocrates et les techniques de mise en condition que la science offre aujourd'hui à tout détenteur du Pouvoir.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Mais la réalité demeure de l'exploitation capitaliste et demeure l'aliénation des travailleurs comme la confiscation de la démocratie.

La démocratie ne saurait donc être instaurée un jour dans notre pays sans que les principaux moyens de production et de distribution des biens et des services cessent d'appartenir à des personnes privées, libres en fait de les utiliser à leur guise contre l'intérêt immédiat de la population laborieuse et l'intérêt à long terme du pays.

L'intérêt national exige que les forces économiques de la nation soient rendues à la nation.

La socialisation de l'économie que d'aucuns assimilent, et pour cause, à certaines formes historiques de collectivisme totalitaire, n'est pas l'opposé mais l'une des deux conditions de la démocratie réelle.

La laïcité de l'Etat, de tous les services publics et singulièrement de ceux de l'Information et de l'Education nationale, en est la seconde condition.

Il n'est pas vrai que ce problème fondamental soit aujourd'hui dépassé. Il ne sera dépassé que lorsqu'il sera résolu, par la suppression de tout privilège direct ou indirect accordé par la puissance publique, en fait ou en droit, à tout dogme ou toute religion.

La religion comme toute conviction personnelle doit être affaire privée; tout comportement de la puissance publique tendant à privilégier une école de pensée constitue une atteinte à l'égalité des droits et à la liberté des individus.

Il importe certes d'être clair, d'éviter toute équivoque. Les convictions personnelles étant affaire privée, elles doivent l'être pour tous; l'appareil de l'Etat ne saurait être utilisé pour remplacer un dogme officiel par un autre dogme officiel. Notre combat laïque ne vise à détruire, par intervention coercitive, aucune école de pensée, aucune religion. Il vise simplement à libérer les services publics de tout assujettissement volontaire ou contraint, à supprimer tout privilège.

Dans la France de 1965 de tels privilèges existent et cela d'autant plus que le Pouvoir d'aujourd'hui entend délibérément de les renforcer.

Certes le Droit, fût-il constitutionnel, est toujours la résultante du rapport des forces sociales et non l'expression d'une justice immanente. Mais précisément, affirmer aujourd'hui, contre toute réalité, que le problème laïque est un problème dépassé serait faire, involontairement ou pas, le jeu des forces sociales dont l'histoire montre qu'elles ne favorisent ni l'avènement de la démocratie, ni l'émancipation des travailleurs.

L'avènement de la démocratie requiert donc aujourd'hui plus que jamais, après sept années de mise en condition et de dépolitisation de l'opinion publique, que les problèmes de fond soient clairement posés, que les objectifs fondamentaux d'une politique nouvelle et d'un régime nouveau soient clairement définis. Il requiert que toutes les forces acceptant ces objectifs fondamentaux puissent d'une manière ou d'une autre faire converger leurs initiatives pour que, à terme, un nouveau régime économique et politique, dût-il, peu importerait, conserver un président, œuvre enfin au bien commun démocratiquement défini des dizaines de millions de travailleurs retraités et actifs et des enfants qui ont constitué, constituent et constitueront par leur effort quotidien la vraie richesse et l'essentiel de la nation.

L. Astre.

JEUNES

L'action par l'action

Dans l'avant-dernier numéro de *Tribune Socialiste*, Claude Juin a fait part des réflexions que lui avait inspirées ma série d'articles sur « les jeunes et le socialisme ». Je voudrais y répondre ici, en précisant d'abord un point : Cette série d'articles ne visait nullement à toucher directement la grande masse des jeunes. Elle avait simplement pour but d'instaurer la réflexion et la discussion sur ces problèmes à l'intérieur du parti et parmi les cadres responsables. Le but de ces articles est ainsi atteint, puisque le débat s'engage.

Je voudrais préciser ma pensée sur quatre points. Et d'abord à propos des jeunes et de la politique. On

et qui, justement, était souvent bien sentimental et trop peu politique. Mais il suffit de constater qu'il n'y a pas eu, malheureusement, 68 % des jeunes à prendre conscience du combat que menaient les Algériens.

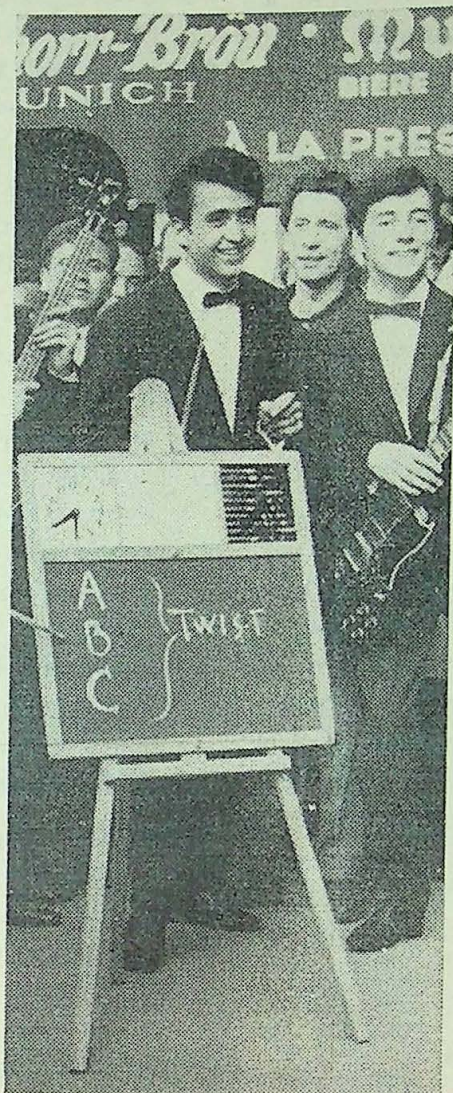
Ceci dit, je crois surtout que Claude Juin n'a pas très bien compris la leçon que je tirais de ces pourcentages. Je disais que la faiblesse de ces pourcentages réduisait justement le fait que le mot « politique » évoquait pour les jeunes quelque chose de peu rayonnant et qu'il ne fallait donc pas compter pouvoir éveiller leur prise de conscience à la manière des organisations traditionnelles, mais qu'il y avait par contre d'autres cheminement possibles.

Car le problème est effectivement de savoir ce que nous entendons par « indifférence politique ». Là-dessus il me paraît y avoir malentendu plutôt que divergence grave. Claude Juin semble penser en effet, comme je le disais moi-même, que, pour les jeunes, il y a plutôt indifférence vis-à-vis des formes traditionnelles de la politique que refus délibéré de prendre en considération tous les prolongements politiques des choix concrets qui se présentent à eux.

Conflits de génération ou lutte des classes ?

Sur le deuxième point, j'ai commencé par croire qu'il s'agissait aussi d'un simple malentendu. Qu'avais-je dit, en effet ? En parlant des jeunes et du travail que « c'est probablement là un des cas où il n'y a pas de problèmes jeunes très particularisés par rapport à un problème d'ensemble ». Et Cl. Juin écrit : « Il nous apparaît, contrairement aux affirmations de l'auteur, que les jeunes dans le monde du travail, ont des problèmes qui leur sont propres. » Je ne vois pas, dans cette affirmation, quelque chose de contradictoire avec ce que je disais moi-même. Bien sûr, les jeunes ont leurs propres problèmes dans l'entreprise. Et je souscris pleinement aux exemples que donne Juin, d'autant plus, d'ailleurs, que quatre d'entre eux sur cinq figurent dans la plupart des revendications syndicales.

Ce que je voulais dire, c'est que ces problèmes ne sont pas d'une nature différente de ceux qui se posent à l'ensemble des travailleurs dans l'entreprise. Et il me paraît important d'insister sur ce point, car on rencontre souvent, dans divers milieux, une tendance à beaucoup parler de prétendus « conflits de génération » et à faire, en fait, passer au second rang dans la pratique les conflits de classes. Je ne dis pas que ce soit là ce que pense Claude Juin. Mais, objectivement, un certain nombre des exemples qu'il donne sont, de ce point de vue, très ambigus. Que veut-il dire, entre autre, quand il donne comme exemple le fait que « dans une usine de miroiterie où vieux et jeunes sont au coude à coude, les apprentis se demandent ce que les anciens ont gardé de 1936 » ? Et comment interpréter, dans un tel contexte, la phrase suivante : « Ils (les jeunes) considèrent, à tort ou à raison, qu'ils ne sont pas directement concernés par l'action syndicale lorsque les responsables syndicaux mêlent les préoccupations qui les touchent directement à des problèmes généraux de revendication » ? Le problème est justement de savoir s'ils ont tort ou s'ils ont raison. Il y aurait beaucoup à dire, à coup sûr, sur la manière dont



(Photo A.D.P.)

Le moule que tente quotidiennement d'imposer le néo-capitalisme...

pourrait épiloguer longuement sur la valeur des méthodes employées par l'I.N.S.E.E., puisque c'était d'un de ses sondages que les chiffres donnés étaient extraits. 8 à 9 % de jeunes, donc, s'intéresseraient à la politique. Ce chiffre était donné de façon concordante par les réponses à plusieurs questions. Et la question : « Vous arrive-t-il d'avoir des discussions politiques ? » était suffisamment large pour recouvrir ainsi le fait de « tirer dans le dos » du député du coin. Les réponses étaient obtenues à l'époque de la guerre d'Algérie. 68 % des jeunes classaient l'Algérie premier problème politique français. J'en tire, moi, la conclusion que le pourcentage de 9 % est un pourcentage « gonflé » par rapport à ce qu'il doit être maintenant, la guerre d'Algérie terminée. Claude Juin estime que cette réponse est le type même du comportement conscient face à une situation politique et il en tire la conclusion qu'il y avait non pas 9 % de jeunes, mais 68 % sensibilisés à un événement politique. Franchement, qui, à cette époque, si dépolitisé fût-il, n'eût pas classé la guerre d'Algérie comme premier problème français du moment ? L'étonnant dans cette histoire, c'est qu'il y ait eu 32 % de jeunes à s'y refuser. C'est là justement le type de question qu'il n'est pas permis de considérer comme un indice sérieux de comportement politique. De toute façon, il y aurait beaucoup de choses à dire sur la guerre d'Algérie et sur le type d'engagement obtenu à l'époque, en particulier parmi les jeunes,

FORMATION - JEUNES

Pour passer d'agréables vacances, tout en parachevant votre formation politique : un camp de voile est organisé du 1^{er} au 15 septembre, sur les bords de la Marne, avec tout l'équipement technique nécessaire, pour une somme modique.

Le programme de formation portera sur « Les jeunes et la politique ».

Pour toute demande de renseignements, écrivez à la Commission Formation, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

les syndicats intègrent les revendications des jeunes aux revendications d'ensemble. Mais il y a un problème de principe, à savoir si ces revendications sont suffisamment importantes pour devoir être présentées à part, ou si elles sont partie intégrante des revendications du mouvement ouvrier. Claude Juin penche sans doute pour la première réponse et moi pour la seconde. C'est évidemment une divergence réelle.

Le souci du « concret »

Le troisième point de discussion concerne le reproche qui m'est fait de rejeter le « yé - yé » et, de façon plus large de rejeter « sans l'avoir analysé, sans m'y être plongé, le milieu même dans lequel vivent les jeunes ». J'aurais cru, au contraire, avoir, tout au long de ce que j'ai écrit, beaucoup insisté sur la nécessité de partir des situations concrètes qui sont vécues par les jeunes. Mais Claude Juin a raison : encore faut-il préciser ce que nous entendons par là. « Partir du concret » est une chose — et une bonne chose — à condition que cela ne veuille pas dire accepter, dans la pratique, le moule que tente quotidiennement d'imposer le néo-capitalisme.

« Regarder les jeunes tels qu'ils vivent aujourd'hui », bien sûr, à condition que ce ne soit pas pour les « accepter » tels qu'ils vivent aujourd'hui, mais pour les mieux connaître afin de les mieux changer. En ce sens, la mise en cause du yé-yé ne concerne pas uniquement le système économique qui sous-tend un tel phénomène. Elle concerne le yé-yé

comme véhicule culturel, social et politique. Il me paraît que ce sont là des problèmes dont un socialiste ne peut pas se désintéresser.

En fait, et c'est le dernier point, toute l'analyse de Claude Juin est sous-tendue, ce qui m'apparaît comme une erreur très dangereuse, je veux dire la confiance implicite que toute action spontanée des jeunes est objectivement révolutionnaire. J'ai assez insisté, tout au long de mes articles, sur l'importance de la prise de responsabilité pour les jeunes eux-mêmes, sur le caractère politique de la lutte contre la passivité, pour pouvoir revenir ici sur ce point. Il y a un monde entre ce que font, par exemple, dans un domaine particulier, les Comités de Loisirs et d'Action de la Jeunesse — qu'ils font bien, d'ailleurs, et utilement — et les tâches d'un parti politique. Celui-ci a une responsabilité qui est d'orienter toute une série de revendications en fonction d'une stratégie générale. La croyance en la spontanéité des masses populaires est déjà une notion très confuse ; encore garde-t-elle un caractère de « classe ». Mais la croyance en la spontanéité des « jeunes » en tant que tels, ne débouche vraiment sur rien. Il y a là toute une théorie, moitié « activiste », moitié « spontanéiste », qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, ni dans le mouvement ouvrier, ni dans les mouvements de jeunesse, mais qui me paraît n'avoir rien perdu de sa nocivité avec les années. L'action, oui. Mais pas n'importe laquelle. Et à coup sûr, pas l'action pour l'action.

S. Kergoat.

elles de nouveau modifiées ? Plus prudents, d'autres pays du Tiers-Monde n'ont pu cependant manquer de se déterminer par référence aux choix de ceux qui n'avaient pas attendu pour définir leur tactique. Ainsi en est-il des pays du Commonwealth : l'Inde et le Pakistan se démarquant de la Chine mais en fonction de leurs différents propres ; le Ghana et la Nigeria plus attachés que l'on aurait pu le croire à la vaine mission de M. Wilson à propos du Vietnam ; la Tanzanie dont la modération et la prudence ont préservé la réputation de pays révolutionnaire.

Les rares pays de l'OCAM qui avaient accepté d'aller à Alger ne pouvaient que se désister après le coup d'Etat : ce dernier ne mettra-t-il pas en cause les diverses tactiques qui s'étaient dessinées dans le secteur « francophone » de l'Afrique (cela dépend en grande

les luttes qui se déroulent dans le Tiers-Monde ? Dans une certaine mesure, la réponse dépend des prochaines orientations de l'Algérie. Mais même si le poids de l'Algérie perdait de sa prédominance — ce qui est vraisemblable, du moins provisoirement — les lignes de force essentielles demeureront et ne manqueront pas de se fixer sur d'autres axes géographiques et politiques. Donc modification des formes mais non du contenu profond. A ce niveau, le chassé-croisé d'Alger ne saurait avoir de conséquences durables.

Néanmoins désormais Alger sera un précédent et un précédent dangereux que de diverses parts on peut être tenté de voir se répéter. A ce niveau, il convient de parler de crise. Crise qu'il appartient aux pays du Tiers-Monde de surmonter pour que le second Bandoeng soit positif (il faut rappeler ici que l'on pouvait attendre d'Alger une certaine relance diplomatique au sujet du Viet-Nam et une condamnation assez unanime de la politique américaine. L'évolution de ce conflit aura une influence déterminante sur le second Alger.)

Mais la crise mise en relief par l'échec de la Conférence d'Alger ne date pas d'aujourd'hui, elle renvoie à des phénomènes plus profonds : inégalité de sous-développement entre les divers pays du Tiers-Monde, variété des options prises par les leaders et les classes dirigeantes, plus ou moins grand degré de maturité politique des masses, etc... Il convient donc de ne pas être scandalisé par le spectacle des dissensions d'Alger. C'est là la situation objective du Tiers-Monde et c'est à travers et contre cette situation objective que le Tiers-Monde peut prétendre à l'unité (unité qui n'exclut pas la diversité). Dans cette perspective, on peut affirmer que l'unité n'est possible que comme terme des révolutions socialistes. Et sur ce plan, Alger vient également de jouer le rôle de révélateur des difficultés et des contradictions rencontrées par la voie socialiste dans le Tiers-Monde. D'où le problème des relations stratégiques et tactiques entre l'aile marchante du Tiers-Monde et le mouvement socialiste des pays industriels (c'est ici que se situe la liaison entre l'U.R.S.S. et le Tiers-Monde). Car si les échecs du Tiers-Monde sont plus éclatants que les nôtres, il est nécessaire de prendre conscience que ces échecs sont également les nôtres et que nous ne saurions demeurer neutres à leur égard.

Claude Glayman



(Photo Keystone.)
Le maréchal CHEN-YI
Qui pour la conférence.

partie de la diplomatie gaulliste qui sera plus ou moins révisée en fonction des événements intérieurs et extérieurs d'Alger).

Enfin, le Moyen-Orient a réagi en fonction de clivages déjà connus. On distinguera ainsi la Syrie qui appuie Alger pour faire de Boumedienne un allié qu'elle n'avait pas pu trouver en Ben Bella. Attaché à l'expérience de ce dernier, pour des raisons internes et externes, Nasser prend une position inverse à celle de Damas, suivi non sans modération par l'Irak, la Jordanie et le Liban. Il convient également de noter que Nasser s'efforce dès maintenant de préserver les chances de la prochaine Conférence, que celle-ci ait lieu à Alger ou ailleurs. Il reste que le poids des pays autres qu'afro-asiatiques a pesé sur les destinées de ce Bandoeng mort-né. Objet de l'un des litiges, l'U.R.S.S. a rapidement reconquis une influence qui n'aurait peut-être pas été telle, si la Conférence s'était tenue normalement : la modération de Moscou a été bonne conseillère et il faut en rapprocher la récente déclaration de F. Castro.

La France et les U.S.A. chercheront à tirer profit de cette série de distorsions qui viennent de secouer les pays du Tiers-Monde : il sera intéressant d'observer la tactique des uns et des autres et de voir s'il y aura changement ou non, ce que nous croyons sans que l'on puisse dans l'immédiat le percevoir avec netteté.

Les dix jours qui ébranlèrent le Tiers-Monde ?

Peut-on déduire en effet de ce bref tour d'horizon que l'échec subi à Alger hypothéquera à long terme

que c'est le néo-colonialisme qui mène le jeu.

Tous les clivages existant avant le putsch d'Alger peuvent être interprétés à la lumière de l'utilisation qui en a été faite. Un jeu diplomatique, fragile et à court terme, (qui est vraisemblablement passé au-dessus de la tête des masses) a pris la place d'analyses conformes à des principes et à des options, réintroduisant une démagogie là où l'on est en droit d'attendre des comportements plus conséquents. Ainsi vit-on la Chine, l'Indonésie

ALGÉRIE

A la recherche d'une conférence perdue

La Conférence d'Alger a échoué à Alger et c'est en principe dans la même ville que, dans quatre mois, la même conférence doit se tenir. Si donc il y a eu interférence entre les événements intérieurs à l'Algérie et la réunion du Tiers-Monde, dans une certaine mesure on peut dire que cette interférence demeure. Toutefois, au-delà des incertitudes algériennes, il convient de tirer quelques conclusions plus générales de cette semaine étonnante.

Des grandes options au petit jeu diplomatique

Si l'on se place du point de vue des grands problèmes que devait affronter le second Bandoeng (cf. notre précédent article rédigé avant le putsch d'Alger), on doit conclure à un échec. En effet, il est évident que le Tiers-Monde, en tant qu'entité, regroupe de nombreux et divers pays aux structures de base communes : retards économiques, nature des productions et des échanges, élimination du colonialisme et de ses séquelles, etc... Or à ce niveau des solutions unitaires peuvent être formulées, voire des actions entamées. Mais ceci suppose que la politique la plus immédiate et la plus superficielle (nous serions tentés de dire la politique à l'échelle des superstructures) ne vienne pas couvrir et empêcher cette action en profondeur. C'est précisément ce qui s'est produit à Alger. Un maillon de la chaîne du Tiers-Monde s'est rompu, rompant par là-même l'équilibre, qui, seul, pouvait permettre à la Conférence d'avancer vers une efficacité autre que mythique ou prestigieuse. Réciproquement et tout naturellement, la démagogie, la confusion, l'embarras, l'instabilité ont pris le devant de la scène, ce qu'une propagande réactionnaire ne pouvait manquer d'exploiter. Cependant, c'est dans les contradictions du Tiers-Monde qu'il faut chercher les raisons de cet échec provisoire : car si l'ajournement d'Alger fait le jeu du néo-colonialisme, il ne faudrait pas pour autant en conclure

Déclaration de l'A.S.F.A.

L'Association d'Amitié et de Solidarité Franco-Algérienne a été créée au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, pour promouvoir l'amitié et la solidarité entre les peuples français et algériens.

Elle s'est efforcée de faire connaître et comprendre l'Algérie nouvelle, les institutions que son peuple s'est données, les options qu'il a choisies sur la voie de son développement socialiste.

Au lendemain du coup de force d'Alger, il est de son devoir impérieux d'exprimer à ce sujet l'inquiétude née en France parmi les amis les plus sincères de l'Algérie, comme leur alarme quant au sort d'hommes, tel le président Ben Bella, menacés dans leur vie ou dans leurs libertés, vie et liberté auxquelles elle est attachée.

Le 23 juin 1965.
Le Bureau de l'A.S.F.A.

rejoindre la détermination des auteurs du coup d'Etat d'Alger : pour les uns et pour les autres, la Conférence était perçue comme le meilleur moyen de réaliser certains objectifs propres à chacun de ces Etats et au demeurant plus ou moins éloignés des enjeux initiaux de la Conférence. Il paraît bien en avoir été de même pour les voisins de l'Algérie qui hésitaient entre une certaine approbation de l'élimination de Ben Bella et la crainte d'un regain nationaliste de la part de Boumedienne. Les données de l'unité du Maghreb sont

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV*)
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV*)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14* Tél. : LIT 19-39
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

VIETNAM

La vraie nature de la guerre

Pour comprendre l'obstination des Américains à continuer la guerre à outrance au Vietnam, il est nécessaire de connaître les objectifs réels que les maîtres de Washington ont poursuivis en entreprenant cette guerre coûteuse et inhumaine.

Malgré les déclarations officielles du gouvernement américain, il ne semble pas que leur objectif principal soit de battre les « communistes » (1). Il apparaît plutôt que les spécialistes américains sont au Vietnam d'abord pour s'exercer, pour s'entraîner à des méthodes antiguerrilla nouvelles, afin de les appliquer éventuellement ailleurs, en Amérique latine par exemple (Venezuela, Guatemala). L'enjeu dépasse ainsi largement le cadre des opérations pour prendre une portée de doctrine stratégique. Face à la stratégie de la Chine, les Etats-Unis opposent la leur.

Pour la Chine, l'avenir des peuples dépend essentiellement de facteurs humains : le nombre d'hommes et la puissance de l'esprit révolutionnaire (2). Les pays sous-développés techniquement, mais surabondants en facteurs humains, ne sont pas condamnés éternellement à rester sous la domination des pays riches, s'ils savent se forger un esprit révolutionnaire.

Les Etats-Unis, par contre, détenteurs du plus terrible arsenal militaire de notre époque, croient à l'omnipotence de la technique : quelles que soient l'impopularité des régimes qu'ils soutiennent et les injustices qu'ils commettent vis-à-vis des nations dominées, ils pensent arriver à maintenir l'asservissement des populations grâce à leurs armes terribles.

Ces deux stratégies s'affrontent donc sur le terrain de combat que constitue le Sud-Vietnam. C'est ce qui explique la lenteur de la réaction américaine aux débuts de l'insurrection. Ayant une grande confiance en ce temps-là dans le « prestige et la popularité » de Ngô Đình Diem, ils considèrent les guérilleros comme une simple bande de rebelles hors la loi, inoffensifs à longue échéance et négligeable militairement. Ces pauvres paysans maladroits, auxquels il

manquait presque tout, depuis les médicaments, les vêtements jusqu'à la nourriture, avec leurs armes rudimentaires, branlantes et rouillées, ne pourront pas aller très loin. L'insaisissable arsenal de la première puissance militaire mondiale que possèdent les Etats-Unis leur permettra facilement de venir à bout de la rébellion, dès qu'ils jugeront la situation menaçante. Au contraire, la rébellion fournit une bonne occasion d'envoyer « sur le terrain » des spécialistes antiguerrilla qui viennent d'être formés aux cours théoriques des écoles spéciales de contre-guerrilla de Floride, de Californie... Parallèlement, la famille Ngô Đình Diem, alors au pouvoir, utilisait l'existence de la rébellion comme prétexte pour demander le maintien et l'augmentation de l'aide américaine. Un exemple est caractéristique : de nombreux officiers supérieurs vietnamiens ont fait connaître un fait paradoxal : au cours d'opérations militaires, l'armée, parvenant presque jusqu'au refuge des rebelles, demanda des instructions supplémentaires à la présidence de la République (le Président autoritaire est à la fois commandant en chef des forces armées) et, à plusieurs reprises, les officiers ont reçu l'ordre de retirer leurs troupes.

Tout le monde sait que la méthode classique de guérilla, comme de contre-guérilla, est d'obtenir le soutien populaire. « Premièrement, le cœur des hommes ; deuxièmement, le ravitaillement ; troisièmement, le terrain, et ce n'est qu'en quatrième position que viennent les armes. » Les spécialistes américains de la contre-guérilla connaissent mieux que quiconque les lois classiques de la guérilla, mais ils ont délibérément refusé d'appliquer ces méthodes classiques. Gagner le soutien populaire s'avère, en effet, pour eux trop difficile à réaliser.

Leur domination orgueilleuse, leur racisme anachronique, leur mépris des populations indigènes, les régimes dictatoriaux auxquels ils accordent leur soutien sans condition, sont autant d'obstacles insurmontables pour réaliser l'adhésion des populations.



(Photo A.F.P.)

Encore un avion qui ne regagnera pas sa base.

Tout au plus, ils peuvent acheter une poignée de mercenaires plus sensibles à l'argent qu'aux intérêts de leur pays. C'est pourquoi ils ont voulu et ils se sont proposés délibérément d'utiliser uniquement les armes de la répression militaire pour exterminer les révolutionnaires, sans tenir le moindre compte des revendications des populations. L'hypothèse qu'en fin de compte les Américains ont voulu vérifier au Vietnam est « la technique doit primer sur l'homme ». Bernard B. Fall, professeur des relations internationales à l'Université Howard, spécialiste du Département d'Etat pour l'Asie du Sud-Est, résume ainsi cette nouvelle conception (« Southeast Asia : The West at Bay, in Current History », nov. 1962, p. 299) : « En fait, la tendance actuelle va si loin qu'on affirme que le soutien populaire n'a pratiquement pas de rapport avec l'issue de la guerre. L'expérience a montré que le soutien populaire est un facteur primordial dans les guerres révolutionnaires ; mais ceci n'exclut pas la possibilité de découvrir des méthodes contre-révolutionnaires radicalement nouvelles dans lesquelles le soutien populaire peut être remplacé par des innovations techniques ou tactiques. » Ailleurs (New York Times du 14 avril 1963), Robert Trumbull écrit : « Les progrès de la guerre au Sud-Vietnam suggèrent que le manuel de Mao a besoin d'être révisé à la lumière des techniques militaires récentes... Les principes de M. Mao peuvent rester les mêmes, mais le napalm et les hélicoptères demandent un nouveau Clausewitz. »

Pour vaincre la guérilla, sans avoir le soutien populaire, il faut surpasser les terroristes en cruautés, en contraintes et en oppression ; il faut faire pâtir le peuple à tel point que, accablé sous le poids de la répression et des souffrances, il se retourne contre les auteurs de la rébellion, qu'il considérera désormais comme les responsables des souffrances qu'il endure. En un mot, il s'agit d'intensifier systématiquement les frustrations populaires, puis de canaliser la colère du peuple à son profit.

La condition essentielle, pour être efficace, est donc que les malheurs présents soient infiniment plus insupportables que les frustrations primitives dues aux injustices du régime et qui étaient la cause originelle de la révolte.

Ainsi, les troupes gouvernementales incendient des villages entiers, chassent les paysans de leur maison sans même leur laisser le temps d'emporter leurs affaires, pour les parquer dans des « hameaux stratégiques ». Après ces opérations, on donne des séances d'information dans lesquelles on accuse le « Vietcong » d'être l'auteur réel de tous ces malheurs.

La nouvelle stratégie, qu'on peut résumer par « tout tuer, tout brûler », a été encore plus largement appliquée depuis un an et demi. Des bombardements frappent les populations civiles, même dans les régions réputées anticommunistes, les écoles et même les troupes gouvernementales ; ils sont qualifiés « d'erreurs d'objectif ».

Les armes chimiques sont employées depuis plusieurs années pour détruire, selon les paroles des officiels américains, « le feuillage des arbres, les cultures... qui servent de refuge et de ravitaillement aux révolutionnaires ». Ces armes chimiques, qu'on venait d'expérimenter pour la première fois sur le terrain, de l'aveu

même des savants américains, ont une puissance qui va au-delà de ce que leurs utilisateurs ont laissé entendre. Des hommes, des femmes, des enfants ont été affaiblis, prédisposés aux maladies infectieuses ou rendus aveugles ; les animaux, tels que volailles, oiseaux, poissons, sont tués par les poudres jaunes toxiques. La pollution de l'air, du sol, des rivières a provoqué, à son tour, des épidémies qui ravagent des régions contrôlées par les révolutionnaires et qui s'étendent même jusqu'aux grandes villes. C'est ainsi qu'au cours des années 1962 et 63, plusieurs vagues d'épidémies de peste et choléra ont sévi dans la capitale et les grandes villes du Vietnam du Sud.

Enfin, l'emploi récent de gaz toxiques achève de nous convaincre que les Américains, qui se prétendent par ailleurs les gardiens des valeurs humaines, n'hésiteront pas à utiliser les moyens de la plus sinistre barbarie afin de vérifier leur monstrueuse hypothèse que la « technique doit primer et subjuguier l'homme ». L'esprit humain hésite à en envisager les conséquences extrêmes.

L'homme et la technique

Dans la lutte engagée au Vietnam, sont en jeu les plus hautes valeurs humaines. L'homme est opposé à l'enfer de la technique. Si les Américains réussissent, contre le peuple vietnamien, leur entreprise diabolique, tout droit à une vie décente, peut-être même tout droit à la vie, sera dénié dans le futur à la majorité de l'humanité, abondante et misérable, par ces « civilisés » égoïstes. On peut logiquement s'attendre à ce que, de l'issue de la guerre au Vietnam, dépende non seulement la politique des Américains dans l'ancienne Indochine, mais encore leur attitude globale vis-à-vis de la Chine et de l'ensemble des pays du tiers monde.

Si le facteur technique s'avère d'une omnipotence suprême, si le robotisme arrive finalement à juguler l'humanisme, les Etats-Unis ne manqueront pas de persévérer dans cette voie. Si, au contraire, le facteur humain n'apparaissait pas, en fin de compte, comme aussi négligeable qu'ils ont voulu le croire, les Américains devraient en tenir compte de plus en plus, et leur politique deviendrait par la suite « plus humaine » à l'égard de leurs congénères déshérités.

La guerre au Vietnam engage ainsi le sort futur de nombreux peuples opprimés et méprisés, ainsi que la responsabilité de tous les hommes épris de justice et attachés à la défense des valeurs humaines contre les forces d'oppression arbitraires, d'où qu'elles viennent.

Tout homme, pourvu qu'il lui reste une étincelle de conscience et d'amour humain, se doit d'agir activement contre les nouvelles forces aveugles et déshumanisantes, pour sauver l'homme.

Rémy Grillaut.

(1) Rappelons que le Front National de Libération du Sud-Vietnam (F.N.L.) est composé de plus de 80 p. 100 d'éléments non communistes.

(2) On a de sérieuses raisons de croire que lorsque les dirigeants chinois déclarent que les bombes atomiques ne sont que des « tigres en papier » devant la volonté des peuples, ils le croient plus ou moins sincèrement. « Nous croyons en la force invincible qui repose dans les masses du peuple, disent-ils. Nous croyons que ce sont les hommes, non les armes, de quelque type qu'elles soient, qui déterminent l'issue d'une guerre... »

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

«Une extraordinaire réussite, ce Littré».

JEAN PAULHAN
de l'Académie Française

«Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire».

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française

«Un cadeau royal et précieux».

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

«Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire».

MARCEL JOUHANDEAU

«L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française».

RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

«Ce monument national» comme disait Pasteur, ce «trésor de notre langue» (Le Figaro), cette «bible de l'homme cultivé» (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.

La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en sa cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T.S. 6

LIVRES

La Résistance par ceux qui l'on faite

C'est là le titre d'une collection (1) que patronne l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance et qui paraît aux Editions Denoël sous la direction de Philippe Breton et qui vient d'être honorée par le Comité d'Action de la Résistance.

Déjà trois volumes sont parus et s'affirme ainsi un témoignage qui sera précieux pour l'avenir. Il est toujours très difficile d'écrire l'Histoire, surtout par ceux qui l'ont vécue ; quant aux historiens professionnels, ils ne peuvent que très difficilement « se dévêtir du vieil homme » et leur optique personnelle a, nécessairement, besoin de quelque correction.

C'est pourquoi la collection « La Résistance par ceux qui l'ont faite » présente un intérêt particulier. Il ne faut pas s'attendre à y trouver une quelconque recherche littéraire. Pour tout dire, le style laisse parfois à désirer, mais le style, c'est souvent l'artifice qui cache la pensée et qui masque les sentiments. Là, nous sommes en contact direct avec ceux qui ont vécu l'événement. Ils parlent simplement et directement (la plupart des récits ont été enregistrés au magnétophone) et si nous ne découvrons pas des faits que nous ne connaissions déjà, nous ne pouvons rester insensibles à l'accent de sincérité

et à la spontanéité qui se dégagent du texte écrit.

Ceux qui, plus tard, liront ces livres parce qu'ils désireront savoir ce que fut la Résistance entre 1940 et 1945, découvriront, dans ces récits, autre chose : comment on devient résistant, certes, mais aussi pourquoi on s'est engagé dans cette lutte, apparemment sans espoir et dans laquelle tout a été versé : sa santé, sa sécurité — et celle de sa famille — sa liberté et sa vie. Mais plus encore, le profond désintéressement des gens du peuple qui n'hésitaient pas à courir, eux-mêmes, des risques pour aider l'ami engagé ; la chaude amitié du compagnon qui réchauffe l'âme au plus profond du désespoir.

La Résistance s'est, hélas ! estompée dans l'esprit de beaucoup de résistants et, dans notre société, il semble que tout a été fait pour que soit oublié le fameux serment du C.N.R. La jeunesse de demain aura besoin de ces témoignages humains, réels, faits de douleurs et de sang ; pour que leur soit révélé ce qui doit rester — quoi qu'en pensent certains — une épopée populaire et une admirable page de l'Histoire de la France.

B. Ady-Brille.

(1) La Résistance par ceux qui l'ont faite. Denoël, éditeur. Le vol. : 9,75 F ; cinq volumes à paraître.

THÉÂTRE

Décentralisation culturelle : une expérience intéressante

Une fourmière humaine de quatre-vingt-dix mille âmes, un assemblage gigantesque de parallépipèdes agressifs défiant de vieux quartiers historiques ou des bidonvilles et, à l'ombre de ce géant froid et impersonnel, un chapiteau de cirque de mille places : telle est la cité ouvrière de Nanterre, jusqu'alors démunie de théâtre, et qui revendique à présent son droit à la culture en accueillant la troupe des comédiens professionnels de Pierre Debauche au Théâtre des Amandiers.

Car il s'agit bien de théâtre sous le chapiteau, et d'un théâtre de qualité ! Mais on croit rêver... car, enfin, que signifie cette plaisanterie d'un théâtre empruntant le modeste vêtement du parent pauvre, le cirque ? N'est-ce pas folie que de prétendre orienter vers le guichet de location des Amandiers une population en majeure partie indifférente à la célébration dramatique, et plus généralement à la culture, apanage d'une élite pense-t-elle ? Aubervilliers, Saint-Denis, Villejuif, Vincennes, expériences de décentralisation culturelle préalables à celle de Nanterre, ne seront-elles qu'un feu de paille ?

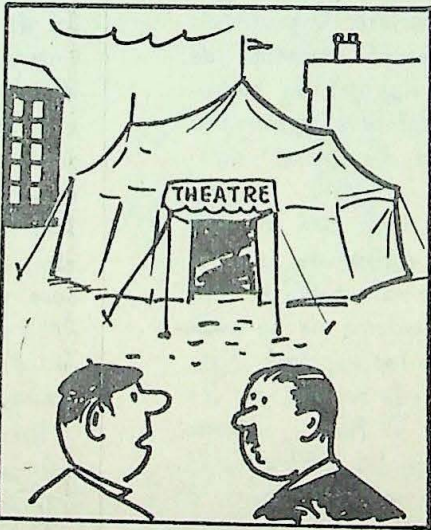
Autant de questions qui se décolorent devant le haussement d'épaules significatif de Pierre Debauche ! Disciple de Jacques Sarthou et de Jean Vilar, ce baladin saisit l'occasion du Festival d'art dramatique, dont il s'est vu confier la direction par la ville, pour inscrire en lettres de feu, dans le ciel de Nanterre, l'enseignement de ses maîtres : avoir « le souci de mettre la culture à la disposition du plus grand nombre » car elle « est une arme de combat ».

Mais pour métamorphoser le rêve en réalité, pour vaincre dans ce combat audacieux contre le scepticisme, l'indifférence, les difficultés financières écrasantes, Pierre Debauche manie des armes peu communes, mais déjà solidement éprouvées par quinze ans d'expérience du plateau : l'amour du théâtre, la certitude en sa fonction sociale, et une simplicité extraordinaire qui, d'emblée, gagne le cœur du public en établissant un contact chaleureux et fécond.

A travers le choix de la pièce de Gorki, Les Ennemis, écrite en 1906 et créée pour la première fois en France dans le cadre du Festival, la mise en scène, le jeu des comédiens, transpire ce souci du naturel et de la simplicité.

Dans un langage alerte, précis et direct dont nous savons gré à la traduction d'Arthur Adamov, Gorki il-

lustre, à grands coups de cymbales parfois, les premiers affrontements entre le prolétariat russe encore bâillonné et la bourgeoisie dirigeante en équilibre déjà précaire, sur son piédestal. Cependant, dépouillée de son contexte historique, l'intrigue pourrait figurer dans la colonne de



Quel cirque !

« faits divers » de n'importe quel quotidien actuel.

En effet ! Une usine de province, à la direction deux associés : l'un, Mikhaïl Skrobotov, dur, impitoyable, fendant son autorité sur le mépris des ouvriers, ces « gentlemen barbouillés » dont le cerveau « ne flambe pas du feu de l'intelligence » ; l'autre, Zakhar Bardine, libéral, mais dont le paternalisme inefficace se retourne contre lui. Sous la menace de la grève, les ouvriers exigent le renvoi d'un contremaître brutal. Afin de mater ce dangereux embryon d'esprit révolutionnaire, Mikhaïl, non seulement refuse le renvoi, mais décide de fermer momentanément l'usine : « Qu'ils (les ouvriers) aient un peu faim, cela les refroidira ! » La tension monte et Mikhaïl est tué. Désormais la lutte est engagée. Le monstre à deux têtes se dresse : d'une part, la bourgeoisie troublée dans son confort moral et matériel ; d'autre part, les « ennemis » prenant conscience de leur force et osant revendiquer le droit d'être considérés comme des hommes et non comme des esclaves. Dans cette lutte pour la vie, qui vaincra ? La pièce se termine par

le cri d'espoir du révolutionnaire Levehine : « Maintenant, nous avons pris feu, et on ne nous éteindra plus » ; et le combat se poursuit inlassablement...

Sur ce canevas très simple, où la thèse politique se cristallise en Mikhaïl, Zakhar et les ouvriers, Gorki introduit plus de nuances. Dans les réactions de Nadia, par exemple, admirablement interprétée par Evelyne Istria, frémissante de révolte contenue ou explosive contre l'inconscience, l'injustice de son milieu bourgeois qu'elle renie ; de Tatiana et Yakov, le couple bohème Sylvia Montfort-Yves Brainville ; elle, l'actrice pour qui la vie s'identifie à un spectacle d'amateurs et dont la perspicacité entrevoyait la victoire finale du prolétariat, exprime tour à tour douceur, violence, sensibilité, ironie amère avec une maîtrise parfaite ; lui, ivrogne mais bon enfant, en marge de cette société à laquelle il se sent étranger. Un geste inachevé, une expression, une inflexion de la voix suffisent à révéler l'intimité et la complexité de leurs personnages. Il fallait le brio de ces deux comédiens pour exprimer autant de sensibilité.

Seule utilisation de la scène en rond suscite quelque réserve. Pierre Debauche, au cours du débat suivant la représentation, explique son choix pour la particulière appropriation du texte, de l'intrigue à ce genre de mise en scène qui permet aux comédiens de « jouer » plus vrai, et un contact plus réel avec le public. L'inconvénient est que, malgré l'excellente répartition des figures sur le plateau, il s'avère impossible de capter toute l'émotion dramatique contenue dans un visage lorsque le comédien tourne le dos au spectateur malchanceux ! Mais l'expérience valait d'être tentée. Le verdict appartient désormais au public jeune et enthousiaste qui emplit les gradins des Amandiers. Désirera-t-il d'autres spectacles de qualité ? Sombra-t-il dans la somnolence ? Selon Gorki, « quand un homme a un but défini, il marche tranquillement » : Pierre Debauche est de ces hommes, cependant le succès de son expérience dépend de la réceptivité du public et de ses encouragements. Mais le théâtre n'est-il pas un art collectif ?

Françoise Lutz.

VARIÉTÉS

La Rose d'Or de la Chanson française : une manifestation critiquable

Antibes. — Pour la deuxième année consécutive, s'est déroulé à Antibes-Juan-les-Pins, les 24, 25 et 26 juin, le Festival de la Rose d'Or de la Chanson française. Le vainqueur est un inconnu de 27 ans, Eric Montry. Il succède à Jean-Jacques Debout, grâce à une chanson de Pierre Delanoë, Franck Gérald et Hubert Giraud : « D'Ombre et de Soleil ». En seconde position, Francis Lemarque, qui défendit avec beaucoup de talent un poème inédit du regretté Francis Carco, « Le bar du dernier verre ». A l'unanimité, l'auteur de « Marjolaine » et du « Petit Cordonnier » se vit attribuer le Prix des Journalistes. Autres récompenses : le Prix de la Jeunesse, décerné à Romuald « Tout s'arrange quand on s'aime » et celui de la Qualité, allant à Julien Bouquet « Juin ».

Voilà quant aux résultats. Il reste la manifestation elle-même ; nécessaire, à l'heure où la chanson française opère un revirement en faveur de textes plus poétiques et de mélodies moins syncopées, et pourtant critiquable sur de nombreux points. Dès la première éliminatoire, il s'en est fallu de très peu que l'organisateur du Festival, Claude Tabet, ne soit conspué par le public. Frida Boccara, Charles Level, Dario Moreno, Eric Montry, Jean-Claude Mas-

soulier, Alice Dona venaient d'être qualifiés. Si pour les cinq premiers cités, le choix s'avérait justifié, celui de la sixième place, occupée par Mlle Dona, provoqua de la part des spectateurs un flot de protestations. En effet, la jeune chanteuse totalisait autant de points que Bob Asklof, Romuald et Ricardo. Alors, pourquoi la distinguer du lot des ex æquo ? Devant tant de mécontentement, Claude Tabet dut s'incliner ; les quatre ex æquo rechantèrent le lendemain soir, lors de la deuxième demi-finale. Et naturellement, ce fut Alice Dona qui l'emporta.

Que dire aussi de la participation à ce concours d'un Dario Moreno, d'une Maria Vincent et même d'un Jean-Claude Pascal ? Définitivement vendus à la chanson commerciale, ils ne méritaient pas de figurer au programme de la Rose d'Or. Enfin, il est malheureux que Mlle Yoko Kishi, Grand Prix du Disque 1964 au Japon, venue spécialement à Antibes choisir son répertoire pour l'année prochaine, n'ait eu aucun entretien sérieux avec les éditeurs français. Durant ces trois jours, elle se résigna à poser pour les photographes de la presse locale, en compagnie de Charles Trenet. Une maigre consolation après un si long voyage.

Jean-Claude Cayeux

MUSIQUE

Un chef-d'œuvre méconnu

Pour 9,95 F un très bon disque mono ou stéréo et consacré à Borodine : « Dans les steppes de l'Asie centrale », que tout le monde connaît, Rimsky-Korsakov : « Ouverture de la grande Pâque russe » et « Capriccio espagnol » avec son violon joué, et Glinka : « Kamarinskaïa », dont Tchaïkovsky faisait à juste titre grand cas. Pressage très bon, orchestres sous la direction de J. Fournet et O. Dourian. Bon marché et bon tout court, pour le prix pas d'hésitations. Disque « Fontana », collection « Le Cercle musical ».

« Mercury » nous offre un festival Richard Strauss dirigé par A. Dorati et P. Paray ; « Till l'espionne », suite du « Chevalier à la rose » et « La danse des sept voiles » extraite de « Salomé ». Disque économique et aussi remarquable par les interprètes et la qualité de l'enregistrement.

Le chef-d'œuvre méconnu, c'est la « Fantaisie pour piano, chœurs et orchestre » de Beethoven, qui est une esquisse du mouvement final de la neuvième symphonie, mais avec un piano prépondérant. Direction Karl Böhm avec des solistes comme Teresa Stich-Randall et Anton Dermota.

C'est une merveille. Le disque est complété par le Troisième concerto pour piano du même auteur, interprété par la regrettée Clara Haskil, orchestre sous la direction de I. Markevitch. Bien que ce soit un enregistrement en repiquage, il est tout à fait remarquable. Choix des œuvres, interprétation, pressage. Il faut l'acheter. « Philips », collection « Trésors classiques », donc de prix très abordable.

Pierre Bourgeois.

PANTHÉON 13, rue Victor-Consin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

ALPHAVILLE

Marché commun : une échéance difficile pour le Pouvoir

C'EST maintenant bien connu. Deux fois par an, les ministres des six pays du Marché commun se donnent rendez-vous à Bruxelles, en compagnie d'experts et de journalistes spécialisés. C'est du sport. On parle de marathon, de forcing... J'en passe. On se fixe une date limite. Discussions. On se lance à la figure tout ce que l'on a sur le cœur.

Cette semaine, le Palais des Congrès de Bruxelles est de nouveau en effervescence : Hallstein, Mansholt, Luns, Pisani, des dizaines d'autres seront là pour décider des modes de financement de l'Europe agricole. Date limite : 30 juin, bien que le Luxembourg ait suggéré que les discussions se poursuivent au-delà.

Un grand succès

Depuis trois ans, en effet, la France tente d'accélérer la construction du Marché commun agricole.

A l'arraché, le 15 décembre dernier, les ministres ont décidé de fixer un prix commun des céréales et l'affectation communautaire des prélèvements à partir du 1^{er} juillet 1967.

Les Allemands acceptèrent le prix de 52,50 F le quintal pour le blé tendre, alors qu'en Allemagne fédérale le prix intérieur était de 59 F, et que ce pays était importateur d'environ 50 millions de quintaux de céréales par an, dont les 4/5 en dehors du Marché commun. L'ancien prix permettait aux Allemands d'accorder des revenus élevés à leurs producteurs agricoles, tout en maintenant le coût des produits alimentaires à la consommation à un niveau moyen.

Pourquoi les Allemands ont-ils accepté cet accord ?

Bien que profondément « atlantique », Erhard ne pouvait sans doute remettre en cause la construction de cette Europe qui a servi de cadre à la renaissance économique et politique de l'Allemagne. Surtout, le chancelier allemand ne voyait pas d'un mauvais œil les conséquences de la politique gaulliste, dont les plus sûrs effets se manifestent par une renaissance des divers nationalismes européens.

Les gains français étaient évidents : ouverture à nos agriculteurs d'une clientèle privilégiée, abaissement de l'aide gouvernementale à la paysannerie. Pisani triomphait. C'était, disait-il, un grand succès.

La Commission Hallstein a tiré, quant à elle, les conséquences de cet accord : la création de ressources propres de la Communauté ne peut être limitée aux

prélèvements agricoles ; il faut y ajouter les produits des droits de douane qui seront gérés collectivement le jour où il n'y aura plus qu'un tarif extérieur commun. Rappelons que la Commission avait proposé qu'à compter du 1^{er} janvier 1967, les droits de douane fussent totalement supprimés à l'intérieur de la C.E.E., soit avec 3 ans d'avance sur les prévisions du Traité de Rome,

Quoi qu'il en soit, c'est une somme de 12 milliards de F qui ne pouvait, au dire de la Commission, être contrôlée par les parlementaires nationaux : le Parlement européen étant tout indiqué pour cette gestion.

Les Hollandais en firent une question de principe. Il s'agit, affirmait leur ministre des Affaires économiques, de « préserver le caractère démocratique de la C.E.E., ce qui est autrement plus important que la défense d'intérêts purement matériels ; plutôt bloquer le Marché commun que de renoncer au renforcement des pouvoirs du Parlement européen. »

Les effets destructeurs

Dans son désir d'accélérer le processus de formation du Marché commun, de Gaulle se voyait donc opposer la supranationalité des responsabilités agricoles et l'extension du rôle du Parlement européen.

Inacceptable. Il ne sera pas dit que les « jean-foutre » européens et les « zigouilleurs » d'outre-Atlantique portent atteinte aux grands desseins de la politique gaullienne... Cela fut exprimé, déjà, en termes choisis, dans le rapport sur les principales options du V^e Plan : « Dans le contexte du V^e Plan, les difficultés et les risques les plus notables tiennent à l'étape décisive qui doit être accomplie entre 1965 et 1970 dans la mise en place du Marché commun. Passer d'une protection du niveau 50 à une protection de niveau zéro soulève de tout autres problèmes que passer d'une protection de niveau 100 à une protection de niveau 50. Les effets stimulants des débuts de la C.E.E. risquent de faire place à certains effets destructeurs. »

Conclusion que nous empruntons à Couve de Murville, lors du débat qui suivit le dépôt des options du V^e Plan, à l'Assemblée nationale : « Une baisse accentuée du tarif extérieur commun paraît, dans de telles circonstances, comporter des risques inacceptables. » En clair, il faut dans un premier temps, « s'adapter » au Marché commun pour,

ensuite, se « réadapter » à la compétition mondiale, en particulier avec les États-Unis.

Quand on sait que ce pays a investi en Europe plus de 900 millions de dollars de 1950 à 1958 (soit en 8 ans), plus de 950 millions de dollars de 1958 à 1962 (soit en 4 ans), plus de 450 millions de dollars dans la seule année 1963, il apparaît que le temps va manquer pour construire des barrages efficaces à l'invasion des capitaux américains, et réaliser ce second pôle d'attraction dans le monde capitaliste, cher au Président de la République...

L'impasse

De Gaulle se trouvait donc, il y a quinze jours, devant ce dilemme : ou accepter la supranationalité, ou partir en claquant la porte. Il a préféré demander à ce que l'on reporte en 1970, l'affectation des prélèvements à la Communauté, en promettant, en échange, à Erhard, une rencontre « au sommet » des Six Européens.

De toute façon, la construction du Marché commun apparaît irréversible : les droits de douane sur les produits industriels ont été abaissés de 60 p. cent depuis le 1^{er} juillet 1963, et de 70 p. cent depuis le 1^{er} janvier 1965. Le rapport sur les options du V^e Plan indique : « L'économie française sera intégrée en 1985 dans un ensemble européen, peut-être atlantique, peut-être plus vaste encore. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait un renversement des tendances, aujourd'hui très fortes, de libération des échanges. »

Bien que « fort en gueule », on prend ses précautions, et le rapport ajoute : « Ce renversement pourrait provenir aussi des conséquences d'une mise en œuvre du Traité de Rome qui ne s'inscrirait pas dans le cadre de politiques communes. »

Même si les agriculteurs français doivent faire les frais de l'opération, cela n'a aucune importance. Les dirigeants agricoles ont pourtant précisé « qu'il n'apparaissait pas clairement dans les intentions gouvernementales que soient remplies les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs du V^e Plan qui doit marquer effectivement une intégration de l'agriculture française dans la C.E.E. »

Derrière le paravent de la grandeur et de l'indépendance nationales, la politique gaulliste se trouve dans une impasse et montre une fois de plus ses limites.

L. Lapierre.